

# Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 17 octobre 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

<b>Indice des prix à la consommation, septembre 2014</b>	2
Les prix à la consommation ont augmenté de 2,0 % au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, après avoir progressé de 2,1 % en août. Sur une base mensuelle désaisonnalisée, l'Indice des prix à la consommation s'est accru de 0,2 % en septembre, après avoir affiché une hausse de 0,1 % en août.	
<b>Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, troisième trimestre de 2014</b>	7
L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels s'est accru de 1,2 % par rapport au deuxième trimestre pour se chiffrer à 13,1 milliards de dollars au troisième trimestre. Il s'agit de la deuxième augmentation trimestrielle consécutive, laquelle résulte principalement d'une hausse des dépenses en construction de bâtiments commerciaux.	
Dépenses au chapitre de la recherche et du développement, 2014 (perspectives)	12
Enquête mensuelle sur les grands détaillants, août 2014	14
Utilisation finale des produits pétroliers raffinés, 2013	15
Distributeurs secondaires de produits pétroliers raffinés, 2013	16
Production et valeur des peaux d'animaux à fourrure dans les fermes, 2013	17
<b>Nouveaux produits et études</b>	18
<b>Calendrier des communiqués : 20 au 24 octobre 2014</b>	19

---



---

## Communiqués

---

### Indice des prix à la consommation, septembre 2014

L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,0 % au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, après avoir progressé de 2,1 % en août.

#### [Graphique 1](#) [Variation sur 12 mois de l'Indice des prix à la consommation](#)

---

### Variation sur 12 mois des composantes principales

Les prix de toutes les composantes principales ont augmenté au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre. Les prix plus élevés du logement et des aliments ont été les principaux déterminants de la hausse de l'IPC, tandis que l'indice des prix des transports a affiché l'augmentation la plus faible.

#### [Graphique 2](#) [Les prix de toutes les composantes principales augmentent](#)

---

Les coûts du logement ont crû de 2,7 % au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, entraînés principalement par une hausse de 16,2 % des prix du gaz naturel. Les consommateurs ont également déboursé davantage pour l'assurance habitation et l'assurance hypothécaire du propriétaire, l'impôt foncier et l'électricité en septembre comparativement au même mois en 2013. Par contre, l'indice du coût de l'intérêt hypothécaire a diminué d'une année à l'autre.

Les prix des aliments ont progressé de 2,7 % d'une année à l'autre en septembre. Cette hausse a fait suite à une augmentation de 2,2 % en août. Les prix des aliments achetés en magasin ont augmenté de 3,0 % d'une année à l'autre en septembre, après s'être accrus de 2,3 % le mois précédent. Cette plus forte hausse a été attribuable principalement aux prix de la viande, qui ont augmenté de 11,5 % au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, alors qu'ils avaient progressé de 9,3 % en août. Les aliments achetés au restaurant ont coûté 2,3 % de plus en septembre comparativement au même mois un an plus tôt.

L'indice des prix des transports a progressé de 0,5 % au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, après s'être accru de 1,2 % en août. Les prix d'achat de véhicules automobiles ont affiché une hausse d'une année à l'autre de 0,5 % en septembre, tandis qu'ils avaient augmenté de 2,9 % le mois précédent. Toutefois, d'une année à l'autre, les consommateurs ont payé 0,5 % de moins pour l'essence en septembre.

Les frais de scolarité, qui font partie de la composante principale des loisirs, de la formation et de la lecture, ont affiché une hausse de 3,2 % en septembre comparativement au même mois un an plus tôt. L'augmentation des frais de scolarité a été la plus élevée pour les résidents de l'Ontario (+4,0 %) et la plus faible pour les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador (+0,9 %).

### Variation sur 12 mois dans les provinces

Les prix à la consommation ont augmenté dans toutes les provinces au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, l'Ontario et l'Alberta ayant connu les hausses les plus prononcées.

---

### Graphique 3

#### Les prix à la consommation augmentent le plus en Ontario et en Alberta

---

L'IPC de l'Ontario a progressé de 2,6 % d'une année à l'autre en septembre, après avoir augmenté de 2,5 % en août. À l'échelle provinciale, l'Ontario a affiché l'augmentation la plus marquée des prix des vêtements au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre. En outre, les prix du gaz naturel et de l'électricité ont affiché une hausse plus élevée en Ontario qu'à l'échelle nationale.

En Alberta, les prix à la consommation se sont accrus de 2,6 % au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, soit une hausse identique à celle observée en août. De toutes les provinces, l'Alberta a enregistré les augmentations d'une année à l'autre les plus prononcées de l'indice des prix de l'assurance habitation et de l'assurance hypothécaire du propriétaire et de l'indice des prix de l'essence. De plus, les primes d'assurance pour véhicules automobiles ont augmenté davantage en Alberta qu'au Canada dans son ensemble.

#### Hausse de l'Indice des prix à la consommation mensuel désaisonnalisé

Sur une [base mensuelle désaisonnalisée](#), l'IPC a augmenté de 0,2 % en septembre, alors qu'il avait progressé de 0,1 % en août.

### Graphique 4

#### L'Indice des prix à la consommation mensuel désaisonnalisé

---

Des huit composantes principales, cinq ont augmenté sur une base mensuelle désaisonnalisée en septembre.

L'indice désaisonnalisé des prix des aliments (+0,7 %) a affiché la hausse mensuelle la plus élevée en septembre, suivi de l'indice des prix des vêtements et des chaussures (+0,4 %). L'indice des prix du logement, l'indice des prix des loisirs, de la formation et de la lecture, ainsi que l'indice des prix des boissons alcoolisées et des produits du tabac ont également progressé.

Sur une base désaisonnalisée, l'indice des prix des transports ainsi que l'indice des dépenses courantes, de l'ameublement et de l'équipement du ménage ont tous deux diminué en septembre. L'indice des soins de santé et des soins personnels n'a pas changé.

#### Indice de référence de la Banque du Canada

L'[indice de référence de la Banque du Canada](#) a augmenté de 2,1 % au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre, soit la même hausse qu'en août.

L'indice de référence désaisonnalisé s'est accru de 0,2 % sur une base mensuelle en septembre, une hausse identique à celle observée en août.

**Note aux lecteurs**

Une [vidéo](#) présentant un aperçu de l'Indice des prix à la consommation (IPC) est maintenant disponible sur le site Web de Statistique Canada.

Une série désaisonnalisée est une série dans laquelle on a éliminé les variations saisonnières. Il est recommandé aux utilisateurs de données qui se servent de l'IPC à des fins d'indexation d'utiliser les indices non désaisonnalisés. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût de l'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes.

**Tableau 1**  
**Indice des prix à la consommation et composantes principales, Canada – Données non désaisonnalisées**

	Importance relative <sup>1</sup>	Septembre 2013	Août 2014	Septembre 2014	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	%	(2002=100)		variation en %		
<b>Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble</b>	<b>100,00<sup>2</sup></b>	<b>123,3</b>	<b>125,7</b>	<b>125,8</b>	<b>0,1</b>	<b>2,0</b>
Aliments	16,60	131,9	135,9	135,5	-0,3	2,7
Logement	26,26	129,0	132,4	132,5	0,1	2,7
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	12,66	114,5	117,5	117,6	0,1	2,7
Vêtements et chaussures	5,82	93,7	92,1	95,6	3,8	2,0
Transports	19,98	129,3	130,8	130,0	-0,6	0,5
Soins de santé et soins personnels	4,93	118,4	119,2	119,3	0,1	0,8
Loisirs, formation et lecture	10,96	107,9	109,4	109,6	0,2	1,6
Boissons alcoolisées et produits du tabac	2,79	140,9	148,4	148,5	0,1	5,4
<b>Agrégats spéciaux</b>						
Indice de référence <sup>3</sup>	84,91	121,4	123,7	124,0	0,2	2,1
IPC d'ensemble excluant l'énergie	91,44	120,1	122,4	122,6	0,2	2,1
Énergie <sup>4</sup>	8,56	163,0	168,3	167,4	-0,5	2,7
Essence	4,62	188,2	188,8	187,2	-0,8	-0,5
IPC d'ensemble excluant les aliments et l'énergie	74,85	117,5	119,4	119,7	0,3	1,9
Biens	48,18	114,8	116,7	116,9	0,2	1,8
Services	51,82	131,7	134,7	134,8	0,1	2,4

1. Panier de 2011 de l'IPC, selon les prix de janvier 2013, Canada, en vigueur à partir de février 2013. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section de la Documentation de l'enquête 2301 ([www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm)).

2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

3. La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'indice de référence, veuillez consulter le site Web de la Banque du Canada

([www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire-cible-de-maitrise-de-linflation/](http://www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire-cible-de-maitrise-de-linflation/)).

4. L'agrégat spécial « énergie » comprend l'électricité, le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles, l'essence, ainsi que les carburants, les pièces et les fournitures pour véhicules de loisir.

**Tableau 2**  
**Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit –**  
**Données non désaisonnalisées**

	Importance relative <sup>1</sup>	Septembre 2013	Août 2014	Septembre 2014	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	%	(2002=100)		variation en %		
<b>Canada</b>	<b>100,00<sup>2</sup></b>	<b>123,3</b>	<b>125,7</b>	<b>125,8</b>	<b>0,1</b>	<b>2,0</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	1,36	126,6	129,1	129,1	0,0	2,0
Île-du-Prince-Édouard	0,36	129,0	130,2	130,5	0,2	1,2
Nouvelle-Écosse	2,59	127,3	129,0	129,5	0,4	1,7
Nouveau-Brunswick	1,96	123,5	124,9	125,2	0,2	1,4
Québec	22,04	122,0	123,8	123,9	0,1	1,6
Ontario	39,05	123,5	126,5	126,7	0,2	2,6
Manitoba	3,16	124,0	125,6	125,8	0,2	1,5
Saskatchewan	2,94	126,4	129,1	129,2	0,1	2,2
Alberta	12,32	129,5	132,7	132,9	0,2	2,6
Colombie-Britannique	14,05	118,1	119,6	119,5	-0,1	1,2
Whitehorse	0,08	124,0	125,1	124,9	-0,2	0,7
Yellowknife	0,07	126,4	129,0	128,7	-0,2	1,8
Iqaluit (Déc. 2002=100)	0,02	117,5	119,0	118,8	-0,2	1,1

1. Panier de 2011 de l'Indice de prix à la consommation, selon les prix de janvier 2013, en vigueur à partir de février 2013. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section de la Documentation de l'enquête 2301 ([www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm)).
2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

**Tableau 3**  
**Indice des prix à la consommation et composantes principales – Données désaisonnalisées<sup>1</sup>**

	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Juillet à août 2014	Août à septembre 2014
	(2002=100)		variation en %		
<b>Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble</b>	<b>125,5</b>	<b>125,6</b>	<b>125,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>
Aliments	135,8	135,4	136,3	-0,3	0,7
Logement	132,6	132,4	132,5	-0,2	0,1
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	116,3	117,8	117,5	1,3	-0,3
Vêtements et chaussures	93,5	93,2	93,6	-0,3	0,4
Transports	131,4	131,2	130,5	-0,2	-0,5
Soins de santé et soins personnels	119,1	119,2	119,2	0,1	0,0
Loisirs, formation et lecture	107,5	107,8	107,9	0,3	0,1
Boissons alcoolisées et produits du tabac	147,1	148,4	148,5	0,9	0,1
<b>Agrégats spéciaux</b>					
Indice de référence <sup>2</sup>	123,3	123,6	123,8	0,2	0,2
IPC d'ensemble excluant les aliments et l'énergie <sup>3</sup>	119,2	119,5	119,6	0,3	0,1

1. Une série désaisonnalisée est une série à partir de laquelle les variations saisonnières ont été éliminées. Chaque mois, l'indice désaisonné du mois précédent est révisé. Les données désaisonnalisées des trois dernières années sont révisées une fois par an au moment de la publication des données de janvier. Il est recommandé aux utilisateurs qui se servent des données de l'IPC à des fins d'indexation d'utiliser les indices non désaisonnalisés. Pour obtenir plus de renseignements sur la disponibilité et l'utilisation des données de l'IPC désaisonnalisés, voir la section des Définitions, source de données et méthodes de l'enquête 2301 ([www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm)).
2. La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'indice de référence, veuillez consulter le site Web de la Banque du Canada ([www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire-cible-de-maitrise-de-linflation/](http://www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire-cible-de-maitrise-de-linflation/)).
3. L'agrégat spécial « énergie » comprend l'électricité, le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles, l'essence, ainsi que les carburants, les pièces et les fournitures pour véhicules de loisir.

**Données offertes dans CANSIM : tableaux [326-0009](#), [326-0012](#), [326-0020](#) et [326-0022](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2301](#).**

Pour obtenir une analyse plus détaillée, veuillez consulter la publication *L'Indice des prix à la consommation*. Le numéro de septembre 2014 de *L'Indice des prix à la consommation*, vol. 93, n° 9 ([62-001-X](#)), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'Indice des prix à la consommation en consultant *Votre guide d'utilisation de l'Indice des prix à la consommation* ([62-557-X](#)), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

L'Indice des prix à la consommation d'octobre sera diffusé le 21 novembre.

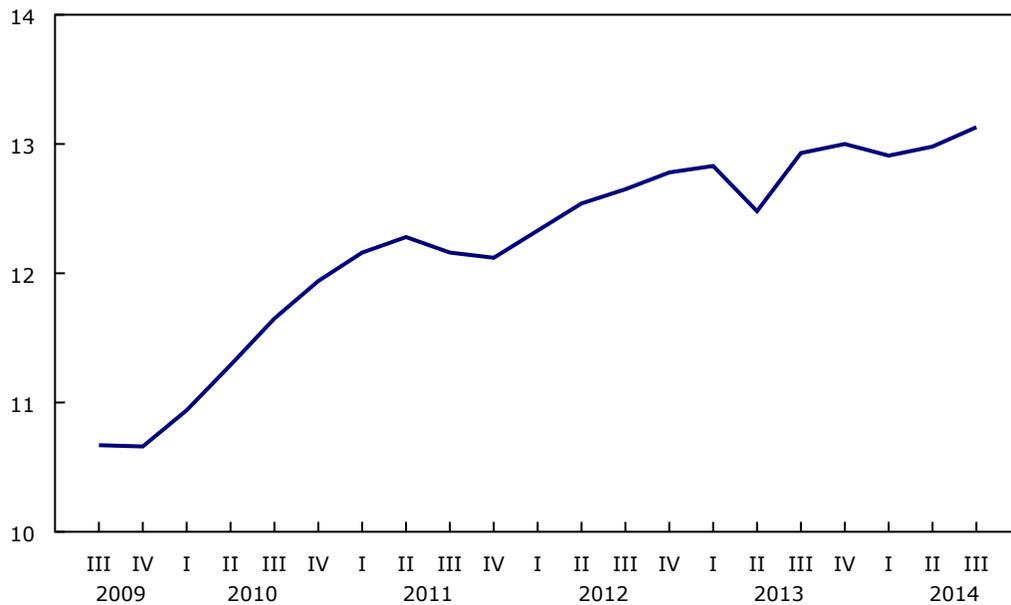
Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

## Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, troisième trimestre de 2014

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels s'est accru de 1,2 % par rapport au deuxième trimestre pour se chiffrer à 13,1 milliards de dollars au troisième trimestre. Il s'agit de la deuxième augmentation trimestrielle consécutive, laquelle résulte principalement d'une hausse des dépenses en construction de bâtiments commerciaux.

### Graphique 1 Investissements en construction de bâtiments non résidentiels

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

L'investissement non résidentiel total a augmenté dans cinq provinces au troisième trimestre, les hausses les plus marquées ayant été observées en Alberta et en Ontario. En Alberta, la progression s'explique principalement par l'accroissement de l'investissement dans les composantes commerciale et institutionnelle, alors qu'en Ontario, les hausses sont survenues dans les composantes industrielle, commerciale et institutionnelle.

Chacune des quatre provinces de l'Atlantique et le Québec ont enregistré des baisses au troisième trimestre. Le Québec a affiché le recul le plus prononcé, surtout en raison de la diminution des dépenses commerciales et industrielles.

### Régions métropolitaines de recensement

L'investissement non résidentiel a crû dans 19 des 34 régions métropolitaines de recensement. Les plus fortes hausses sont survenues à Calgary et à Kitchener–Cambridge–Waterloo.

À Calgary, la hausse a été principalement attribuable à l'investissement commercial et institutionnel, tandis qu'à Kitchener–Cambridge–Waterloo, elle est le résultat de l'accroissement des dépenses dans les projets institutionnels et industriels.

Hamilton et Ottawa ont enregistré les plus fortes baisses, en raison de replis dans les trois composantes.

## Composante commerciale

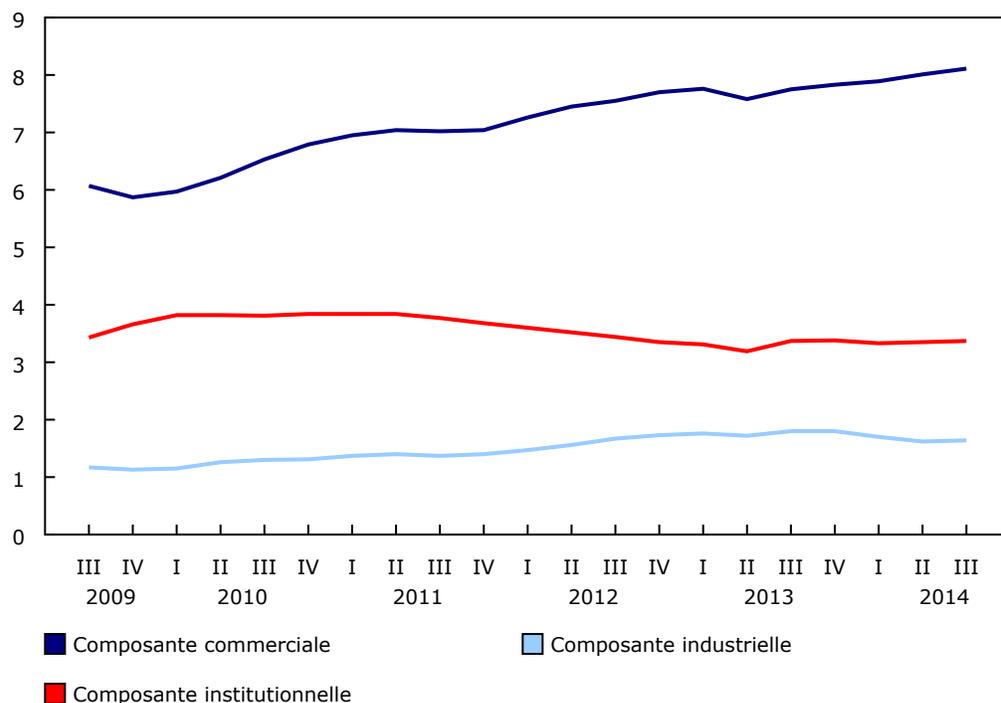
L'investissement en construction de bâtiments commerciaux a progressé de 1,3 % par rapport au deuxième trimestre pour atteindre 8,1 milliards de dollars au troisième trimestre. Il s'agit d'une cinquième croissance trimestrielle consécutive, laquelle est le résultat de hausses réparties dans plusieurs catégories de bâtiments commerciaux dans six provinces.

L'Alberta a été de loin la province qui a le plus contribué à la croissance de l'investissement commercial, suivie de la Colombie-Britannique. En Alberta, l'investissement commercial a augmenté de 3,6 % pour atteindre 2,0 milliards de dollars. Il s'agit de la quatrième augmentation trimestrielle consécutive, qui s'explique principalement par l'accroissement des dépenses dans plusieurs catégories de bâtiments commerciaux. En Colombie-Britannique, l'investissement a crû de 5,7 % pour s'établir à 880 millions de dollars, ce qui représente une deuxième hausse trimestrielle d'affilée. L'augmentation est le résultat de la croissance de l'investissement dans la plupart des types de bâtiments commerciaux.

La plus forte baisse est survenue au Québec, où l'investissement a diminué de 3,3 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars, principalement en raison de la baisse de dépenses en construction d'immeubles à bureaux.

## Graphique 2 Composantes commerciale, institutionnelle et industrielle

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

---

## Composante industrielle

L'investissement dans les projets industriels a augmenté dans six provinces, en hausse de 1,3 % à l'échelle nationale pour atteindre 1,6 milliard de dollars au troisième trimestre. La progression est principalement attribuable à l'accroissement des dépenses en construction de bâtiments rattachés au secteur primaire, de bâtiments de services publics et de bâtiments d'entretien.

La plus forte hausse a été observée en Ontario, où l'investissement a progressé de 9,5 % pour atteindre 663 millions de dollars, en raison d'un accroissement des dépenses dans chaque catégorie industrielle, sauf les usines de fabrication.

En revanche, la baisse la plus prononcée est survenue au Québec, où l'investissement a diminué de 9,2 % pour s'établir à 304 millions de dollars, principalement en raison d'un recul des dépenses en construction d'usines de fabrication.

## Composante institutionnelle

L'investissement en construction institutionnelle a crû de 0,7 % au troisième trimestre pour s'établir à 3,4 milliards de dollars, ce qui constitue une deuxième augmentation trimestrielle consécutive. La hausse est principalement attribuable à la progression de l'investissement dans les établissements d'enseignement.

Le Québec et l'Alberta ont été principalement à l'origine de l'augmentation de l'investissement institutionnel. La hausse au Québec est principalement le résultat d'un accroissement des dépenses en construction d'établissements d'enseignement, tandis que celle en Alberta est le résultat d'un accroissement de dépenses généralisé parmi plusieurs catégories de bâtiments institutionnels.

La diminution la plus prononcée a été enregistrée au Nouveau-Brunswick, où on a observé une baisse des dépenses en construction d'établissements d'enseignement et de soins de santé.

### **Note aux lecteurs**

À moins d'avis contraire, toutes les données qui figurent dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et sont exprimées en dollars courants, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels exclut les travaux de génie (par exemple les routes, les égouts, les ponts ainsi que les oléoducs et les gazoducs). Ces données proviennent de l'Enquête sur les permis de bâtir, menée auprès des municipalités et visant à recueillir des renseignements sur les intentions de construction.

Des modèles de mise en place sont attribués pour chaque type de structure (industriel, commercial et institutionnel). Ces modèles de mise en place servent à répartir la valeur des permis de bâtir selon la durée des travaux. Les modèles diffèrent selon la valeur du projet de construction, car un projet de plusieurs millions de dollars prendra généralement plus de temps à être achevé qu'un projet d'une centaine de milliers de dollars.

De plus, les données de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et en réparations sont utilisées comme source de données complémentaire pour élaborer cette série d'investissements. Les données de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels tiennent également compte des valeurs repères d'investissement des bâtiments non résidentiels du Système de comptabilité nationale de Statistique Canada.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Ottawa et la partie Gatineau.

**Tableau 1**  
**Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon le type de bâtiments, par province et territoire – Données désaisonnalisées**

	Troisième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2013 au troisième trimestre de 2014
	millions de dollars			variation en %	
<b>Canada</b>	<b>12 928</b>	<b>12 979</b>	<b>13 131</b>	<b>1,2</b>	<b>1,6</b>
<b>Industriel</b>	<b>1 802</b>	<b>1 620</b>	<b>1 642</b>	<b>1,3</b>	<b>-8,9</b>
<b>Commercial</b>	<b>7 755</b>	<b>8 007</b>	<b>8 115</b>	<b>1,3</b>	<b>4,6</b>
<b>Institutionnel</b>	<b>3 371</b>	<b>3 352</b>	<b>3 375</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	147	129	127	-1,7	-13,2
Industriel	12	21	23	8,7	87,4
Commercial	110	88	86	-1,9	-21,2
Institutionnel	25	21	18	-11,5	-26,5
Île-du-Prince-Édouard	37	37	37	-0,2	1,8
Industriel	5	7	8	22,4	57,9
Commercial	17	18	19	6,3	9,3
Institutionnel	14	13	10	-21,2	-28,4
Nouvelle-Écosse	202	175	170	-2,7	-15,9
Industriel	16	24	31	32,0	95,5
Commercial	141	107	97	-9,0	-30,9
Institutionnel	45	44	41	-6,3	-8,4
Nouveau-Brunswick	181	187	171	-8,6	-5,8
Industriel	11	10	12	16,6	4,4
Commercial	71	68	66	-2,7	-6,7
Institutionnel	99	109	93	-14,7	-6,4
Québec	2 649	2 566	2 516	-1,9	-5,0
Industriel	416	334	304	-9,2	-27,0
Commercial	1 506	1 378	1 332	-3,3	-11,5
Institutionnel	728	853	880	3,2	21,0
Ontario	4 875	4 980	5 064	1,7	3,9
Industriel	619	606	663	9,5	7,2
Commercial	2 837	3 110	3 126	0,5	10,2
Institutionnel	1 419	1 265	1 274	0,7	-10,2
Manitoba	384	403	433	7,4	12,6
Industriel	61	60	61	1,0	-0,5
Commercial	203	215	245	13,9	20,6
Institutionnel	120	128	127	-0,5	5,7
Saskatchewan	443	470	475	1,1	7,3
Industriel	63	62	59	-3,9	-5,3
Commercial	229	268	282	5,0	23,1
Institutionnel	152	140	134	-4,1	-11,4
Alberta	2 529	2 635	2 726	3,4	7,8
Industriel	401	352	348	-1,3	-13,4
Commercial	1 736	1 884	1 953	3,6	12,5
Institutionnel	392	399	426	6,7	8,6
Colombie-Britannique	1 417	1 333	1 360	2,0	-4,1
Industriel	195	138	127	-8,0	-34,9
Commercial	861	833	880	5,7	2,3
Institutionnel	362	362	353	-2,6	-2,6
Yukon	9	12	13	10,8	53,2
Industriel	1	2	3	8,3	163,3
Commercial	5	7	7	-3,0	39,1
Institutionnel	3	2	4	51,9	39,0
Territoires du Nord-Ouest	20	17	14	-19,0	-31,8
Industriel	1	3	3	14,1	507,2
Commercial	12	7	5	-31,4	-58,9
Institutionnel	8	7	6	-19,7	-27,6
Nunavut	35	35	26	-25,5	-25,2
Industriel	1	1	0	-78,6	-77,1
Commercial	29	24	17	-29,0	-41,2
Institutionnel	4	9	8	-8,1	103,7

**Note(s) :** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

**Tableau 2**  
**Investissement en construction de bâtiments non résidentiels selon la région métropolitaine de recensement<sup>1</sup> – Données désaisonnalisées**

	Troisième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2013 au troisième trimestre de 2014
	millions de dollars			variation en %	
<b>Total, région métropolitaine de recensement</b>	<b>9 774</b>	<b>9 865</b>	<b>10 011</b>	<b>1,5</b>	<b>2,4</b>
St. John's	90	95	95	0,9	6,4
Halifax	136	107	103	-3,6	-24,2
Moncton	67	66	55	-16,2	-18,4
Saint John	19	23	27	15,6	40,2
Saguenay	38	42	39	-7,8	0,8
Québec	318	291	277	-4,7	-12,7
Sherbrooke	102	56	56	-1,2	-45,5
Trois-Rivières	44	43	40	-7,4	-9,3
Montréal	1 461	1 445	1 439	-0,5	-1,6
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	562	640	606	-5,4	7,8
Partie Gatineau	86	94	94	0,3	9,2
Partie Ottawa	476	546	512	-6,4	7,5
Kingston	57	116	151	29,9	165,4
Peterborough	25	17	26	51,0	3,7
Oshawa	116	99	112	13,5	-3,5
Toronto	2 418	2 528	2 549	0,8	5,4
Hamilton	347	303	255	-15,8	-26,6
St. Catharines–Niagara	106	145	123	-14,8	16,4
Kitchener–Cambridge–Waterloo	187	167	210	25,9	12,1
Brantford	38	27	23	-15,7	-39,7
Guelph	62	62	65	4,7	5,0
London	173	100	107	7,1	-38,0
Windsor	97	78	73	-5,9	-24,6
Barrie	36	58	72	24,6	102,3
Grand Sudbury	55	56	63	12,5	15,4
Thunder Bay	38	43	46	4,7	20,9
Winnipeg	285	298	311	4,5	9,2
Regina	118	119	131	9,9	10,9
Saskatoon	176	191	186	-2,6	5,9
Calgary	990	981	1 059	8,0	7,0
Edmonton	569	667	702	5,2	23,5
Kelowna	50	69	68	-1,5	35,6
Abbotsford–Mission	42	29	35	22,0	-15,8
Vancouver	863	798	811	1,6	-6,0
Victoria	91	106	97	-8,2	6,7

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

**Note(s)** : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

**Données offertes dans CANSIM : tableau [026-0016](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5014](#).**

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mahamat Hamit-Hagggar au 613-951-0862 ([mahamat.hamit-hagggar@statcan.gc.ca](mailto:mahamat.hamit-hagggar@statcan.gc.ca)), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

## Dépenses au chapitre de la recherche et du développement, 2014 (perspectives)

Les dépenses intérieures brutes totales en recherche et développement (R-D) au Canada devraient se chiffrer à 30,6 milliards de dollars en 2014, un montant presque inchangé par rapport aux dépenses totales en R-D de 30,7 milliards de dollars en 2013.

Les entreprises commerciales ont toujours été le premier secteur en importance pour ce qui est des dépenses intérieures brutes en R-D, tant sur le plan de l'exécution que sur celui du financement. Pour 2014, les entreprises commerciales qui exécutent de la R-D prévoient dépenser 15,4 milliards de dollars à ce chapitre, en baisse de 0,9 % par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne le financement de la R-D, le secteur des entreprises commerciales devrait verser 14,1 milliards de dollars en 2014, en baisse de 1,1 % comparativement à l'année précédente.

Les perspectives de dépenses du secteur de l'enseignement supérieur pour 2014 se chiffrent à 12,4 milliards de dollars au chapitre de l'exécution de la R-D et à 5,5 milliards de dollars pour le financement de la R-D.

L'administration publique fédérale dépense plus pour le financement que pour l'exécution de la R-D. Ce secteur prévoit consacrer 2,3 milliards de dollars à l'exécution de la R-D, en baisse de 6,9 % par rapport à 2013. L'administration publique fédérale prévoit diminuer son financement de la R-D en 2014, lequel reculerait de 1,9 % pour s'établir à 5,8 milliards de dollars.

Comme pour l'administration publique fédérale, les administrations publiques provinciales financent davantage de la R-D qu'elles n'en exécutent. Pour 2014, les administrations publiques provinciales prévoient consacrer 304 millions de dollars à l'exécution de la R-D, alors qu'elles devraient accroître le financement de la R-D, qui passerait à 2,1 milliards de dollars, en hausse de 1,1 % par rapport à 2013. Les organismes provinciaux de recherche, bien qu'ils soient souvent intégrés aux données des administrations publiques provinciales, exécutent en fait plus d'activités de R-D qu'ils n'en financent. Les organismes provinciaux de recherche devraient consacrer 34 millions de dollars à l'exécution d'activités de R-D et 5 millions de dollars au financement de la R-D.

Le secteur privé sans but lucratif prévoit augmenter de 5,0 % ses dépenses d'exécution d'activités de R-D, lesquelles s'établiraient à 169 millions de dollars. Les dépenses de financement de la R-D effectuées par ce secteur devraient progresser de 1,2 %.

Le financement de la R-D comprend également le secteur étranger, qui devrait verser 1,8 milliard de dollars à ce chapitre en 2014, soit un montant pratiquement inchangé par rapport à 2013.

### Note aux lecteurs

*Les données sur les dépenses intérieures brutes en recherche et développement (R-D) sont offertes en dollars courants et constants, pour les secteurs d'exécution et les secteurs de financement, selon le type de science, la province, le territoire et la région dans le tableau 358-0001 de CANSIM.*

*Les données sur les dépenses intérieures brutes en recherche et développement (DIRD) présentées sont fondées sur l'exécution, ce qui signifie que les données des secteurs de financement proviennent de la source de financement précisée par le secteur d'exécution. Par conséquent, les valeurs des secteurs de financement des DIRD ne correspondront pas aux données recueillies sur le financement et publiées par les secteurs individuels.*

*Les données sur les perspectives à l'échelle nationale sont diffusées pour 2014. Les données selon la province et le territoire sont disponibles jusqu'à l'année de référence 2012. Les données sur le secteur d'exécution des administrations publiques provinciales sont modélisées à partir de l'Enquête sur les activités scientifiques des administrations provinciales de 2010. Cependant, le présent communiqué comprend des données de 2012 sur les activités de R-D exécutées par les administrations provinciales de l'Alberta et du Québec, ces deux provinces ayant mené leur propre enquête et fourni les renseignements à Statistique Canada. Les données sur les organismes provinciaux de recherche sont recueillies dans le cadre d'une enquête de Statistique Canada.*

**Tableau 1**  
**Perspectives des dépenses en recherche et développement**

	2013	2014	2013 à 2014
	millions de dollars		variation en %
<b>Secteur d'exécution, total</b>	<b>30 748</b>	<b>30 572</b>	<b>-0,6</b>
Entreprises commerciales	15 535	15 401	-0,9
Enseignement supérieur	12 237	12 360	1,0
Administration publique fédérale	2 475	2 305	-6,9
Administrations publiques provinciales et organismes provinciaux de recherche	339	338	-0,3
Organisations privées sans but lucratif	161	169	5,0
<b>Secteur de financement, total</b>	<b>30 748</b>	<b>30 572</b>	<b>-0,6</b>
Entreprises commerciales	14 282	14 119	-1,1
Administration publique fédérale	5 920	5 806	-1,9
Enseignement supérieur	5 478	5 533	1,0
Administrations publiques provinciales et organismes provinciaux de recherche	2 043	2 066	1,1
Étranger	1 831	1 842	0,6
Organisations privées sans but lucratif	1 193	1 207	1,2

**Note(s)** : En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs composantes. Les secteurs d'exécution et de financement sont classés séparément en ordre décroissant des dépenses.

**Données offertes dans CANSIM : tableau [358-0001](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5198](#).**

La publication *Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement au Canada et dans les provinces (88-221-X)* paraîtra sous peu. Cette publication comprend les estimations nationales de 2004 à 2014 et les estimations provinciales de 2008 à 2012.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Carl Sauriol au 613-951-6830 ([carl.sauriol@statcan.gc.ca](mailto:carl.sauriol@statcan.gc.ca)) ou avec Cindy Carter au 613-951-1856 ([cindy.carter@statcan.gc.ca](mailto:cindy.carter@statcan.gc.ca)), Division de l'investissement des sciences et de la technologie.

---

## Enquête mensuelle sur les grands détaillants, août 2014

Il est maintenant possible de consulter les données d'août de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants.

**Données offertes dans CANSIM : tableau [080-0009](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5027](#).**

Il est également possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Utilisation finale des produits pétroliers raffinés, 2013

Les données provisoires de 2013 sur l'utilisation finale des produits pétroliers raffinés sont maintenant offertes sur demande.

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2168.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Distributeurs secondaires de produits pétroliers raffinés, 2013

Les données provisoires de 2013 sur les distributeurs secondaires de produits pétroliers raffinés sont maintenant offertes sur demande.

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5168.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Production et valeur des peaux d'animaux à fourrure dans les fermes, 2013

Il est maintenant possible de consulter les données de 2013 sur la production et la valeur des peaux d'animaux d'élevage à fourrure.

**Données offertes dans CANSIM : tableaux [003-0014](#) et [003-0015](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [3426](#).**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Nouveaux produits et études

---

### Nouveaux produits

**Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens**

Numéro au catalogue [13-605-X](#) (HTML)

**L'Indice des prix à la consommation**, septembre 2014, vol. 93, n° 9

Numéro au catalogue [62-001-X](#) (HTML | PDF)

### Nouvelles études

**Modifications visant les flux et stocks de capital fixe**

**Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens**

## Calendrier des communiqués : 20 au 24 octobre 2014

(En raison de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
20	<b>Commerce de gros</b>	Août 2014
20	<b>Voyages entre le Canada et les autres pays</b>	Août 2014
22	<b>Commerce de détail</b>	Août 2014
23	<b>Assurance-emploi</b>	Août 2014

Voir aussi le [calendrier de diffusion des principaux indicateurs économiques](#) pour le reste de l'année.



### **Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>